



CHAPITRE 16

Loi concernant les mesures
anti-inflationnistes

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interprétation:

« personnel »;

« employeur »;

« entreprise »;

« bien »;

« dividende »;

« association de salariés »;

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « personnel », en plus de son sens ordinaire, l'ensemble:

i. des personnes occupant un poste donnant droit à un traitement ou à une rémunération fixe ou vérifiable, et

ii. des personnes occupant le poste d'administrateur d'une corporation;

b) « employeur », à l'égard du personnel, la personne qui verse sa rémunération;

c) « entreprise », en plus de son sens ordinaire, une exploitation de nature non commerciale ainsi que l'exercice d'une profession ou d'un métier autrement qu'à titre de membre du personnel d'un employeur;

d) « bien »: tout bien meuble;

e) « dividende »: tout ce que comprend le deuxième alinéa de l'article 21;

f) « association de salariés »: une pa-
reille association telle que l'entend le Code du travail;

CHAPTER 16

An Act respecting
anti-inflation measures

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

Interpretation:

“personnel”;

“employer”;

“business”;

“goods”;

“dividend”;

“association of employees”;

1. In this act and the regulations, unless the context indicates a different meaning,

(a) “personnel”, in addition to its ordinary meaning, means:

i. all persons who occupy a position entitling them to a fixed or ascertainable compensation, and

ii. all persons who occupy the position of corporation director;

(b) “employer”, in relation to personnel, means the person from whom the compensation of such personnel is received;

(c) “business”, in addition to its ordinary meaning, means a non-commercial concern, as well as the exercise of a profession or trade otherwise than as a member of the personnel of an employer;

(d) “goods” means any moveable property;

(e) “dividend” means everything included in the second paragraph of section 21;

(f) “association of employees” means such an association within the meaning of the Labour Code;

« directive gouvernementale »; g) « directive gouvernementale »: une directive du lieutenant-gouverneur en conseil visée à la section III et, dans le contexte des contraventions, uniquement les directives qui s'appliquent au contrevenant;

« Régie »; h) « Régie »: la Régie instituée par l'article 25;

« commissaire »; i) « commissaire »: le commissaire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 47;

« Commission d'appel »; j) « Commission d'appel »: la Commission d'appel instituée en vertu de l'article 76;

« ministre »; k) « ministre », pour une disposition donnée de la présente loi, le ministre que le lieutenant-gouverneur en conseil charge de l'application de la disposition;

« règlement »; l) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(g) "government directive" means a directive established by the Lieutenant-Governor in Council, referred to in Division III and, in the context of a contravention, only a directive that is applicable to the contravening person;

(h) "Commission" means the Commission established by section 25;

(i) "Commissioner" means the Commissioner appointed by the Lieutenant-Governor in Council pursuant to section 47;

(j) "Appeal Board" means the Appeal Board established pursuant to section 76;

(k) "Minister", in relation to any particular provision of this act, means such minister as is entrusted by the Lieutenant-Governor in Council with the application of that provision;

(l) "regulation" means any regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council.

SECTION II

APPLICATION DE LA LOI

Domaines régis. 2. La présente loi s'applique à tous les domaines qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec.

Biens non visés. 3. Ne sont pas visés par la présente loi, les biens suivants:

a) l'argent;

b) les actions du capital-actions d'une corporation ou le droit de les acquérir;

c) les actions ou parts d'une coopérative, d'une caisse d'épargne et de crédit ou d'un organisme semblable;

d) les unités d'une fiducie de fonds mutuels ou d'une fiducie semblable;

e) les obligations, billets, hypothèques, *mortgages* ou titres semblables;

f) les contrats à terme négociés à une bourse de marchandises reconnue.

Date d'application. 4. Les directives gouvernementales prévues par la présente loi peuvent s'appliquer à compter du 14 octobre 1975.

DIVISION II

APPLICATION OF THE ACT

2. This act is applicable to all fields within the constitutional jurisdiction of Québec.

3. The following property does not come within the purview of this act:

(a) money;

(b) shares in the capital stock of a corporation or the right to purchase such shares;

(c) shares in a cooperative, savings and credit union or similar organization;

(d) units in a mutual fund trust or similar trust;

(e) bonds, debentures, notes, hypothecs, mortgages or similar obligations;

(f) contracts for commodity futures traded on a recognized commodity exchange.

4. Government directives provided by this act may be made applicable on and after 14 October 1975.

Portée
des direc-
tives.

5. Ces directives prévalent sur les dispositions contraires de toute loi existante et de tout règlement adopté en vertu d'une telle loi.

5. Such directives prevail over any provisions contrary thereto contained in any existing act or in any regulation made under such an act.

Directives
prevail.

Person-
nes liées.

6. La présente loi lie, outre les autres personnes auxquelles elle s'applique en vertu de la section III, Sa Majesté du chef du Québec et ses mandataires et les organismes gouvernementaux.

6. This act is binding on Her Majesty in right of Québec, agents of Her Majesty and government agencies, in addition to other persons to whom it is applicable in virtue of Division III.

Persons
bound.

Organis-
mes gou-
vernemen-
taux.

Sont considérés comme des organismes gouvernementaux ceux dont le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique, ou dont les ressources proviennent, pour la moitié ou plus du fonds consolidé du revenu.

Agencies to which the Lieutenant-Governor in Council or a minister appoints the majority of the members, to which, by law, the officers or employees are appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act, or at least half of whose resources are derived from the Consolidated Revenue Fund are considered to be government agencies.

Govern-
ment
agencies
defined.

Organis-
mes liés.

7. 1. La présente loi lie aussi les organismes municipaux et scolaires et leurs organismes ainsi que les organismes qui exécutent des fonctions du gouvernement.

7. (1) This act is also binding on the municipal and school bodies and agencies of such bodies and public bodies performing a function of government.

Bodies
and
agencies
bound.

Organis-
mes muni-
cipaux.

2. Sont considérées comme des organismes municipaux:

(2) The following are considered to be municipal bodies:

Municipal
bodies.

a) les communautés urbaines, soit: la Communauté urbaine de Québec, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté régionale de l'Outaouais, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais, la Société d'aménagement de l'Outaouais, la Commission de transport de la Ville de Laval et la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

(a) the urban communities, namely: the Québec Urban Community, the Montreal Urban Community and the Outaouais Regional Community, the Québec Urban Community Transit Commission, the Greater Québec Water Purification Board, the Montreal Urban Community Transit Commission, the Outaouais Regional Community Transit Commission, the Outaouais Development Corporation, the City of Laval Transit Commission and the Montreal South Shore Transit Commission;

b) les municipalités, soit: les corporations de cité, de ville, de village, de campagne ou de comté, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, ainsi que les autres organismes relevant de l'autorité de ces corporations et participant à l'administration de leur territoire.

(b) the municipalities, namely: the city, town, village, country and county corporations, whether incorporated under a general law or a special act, and the agencies under the jurisdiction of such corporations which participate in the administration of their territory.

Organis-
mes
scolaires.

3. Sont considérés comme des organismes scolaires les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndicats régies par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), le Conseil scolaire de

(3) The regional school boards, the school boards and the corporations of school trustees governed by the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), the School Council of the island of Montreal, the general and vocational colleges

School
bodies.

l'Ile de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel et les universités.

and the universities are considered to be school bodies.

Corporations, etc.

8. La présente loi lie également les corporations, commissions ou associations visées à l'article 717 de la Loi sur les impôts.

8. This act is also binding on the corporations, commissions and associations described in section 717 of the Taxation Act. *Corporations, etc., bound.*

Entreprises d'utilité publique.
Idem.

9. La présente loi lie aussi les organismes généralement reconnus comme étant des entreprises d'utilité publique.

9. This act is also binding on bodies generally considered to be public utilities. *Public utilities bound.*

Sont notamment considérés comme des entreprises d'utilité publique, outre celles qui sont désignées par règlement, les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, les entreprises de téléphone, de câblodistribution, de télégraphe, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports.

In particular, establishments within the meaning of the Act respecting health services and social services, the telephone, cable delivery and telegraph companies, the air, ship, autobus and rail transport companies, the companies which produce, transport, distribute or sell gas, water or electricity, and those enterprises which hold authorization from the Transport Commission are considered to be public utilities. *Public utilities.*

SECTION III

DIRECTIVES GOUVERNEMENTALES ET ENTENTES AVEC LES AUTRES GOUVERNEMENTS

Principes directeurs.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter et publier des principes directeurs destinés à aider le public à combattre l'inflation, notamment en limitant les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations.

Application.

Ces principes directeurs, aussi bien que les directives prévues ci-après, peuvent s'appliquer à l'ensemble des personnes visées à la présente section ou à des catégories d'entre elles ou à l'ensemble des dividendes ou à des catégories d'entre eux.

Limitation des prix et bénéfices.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, adopter des directives destinées à limiter les prix et les marges bénéficiaires:

a) des fournisseurs de biens ou de services du secteur public notamment ceux visés aux articles 6 à 9;

b) des fournisseurs de biens ou de services du secteur privé ayant un personnel

DIVISION III

GOVERNMENT DIRECTIVES AND AGREEMENTS WITH OTHER GOVERNMENTS

10. The Lieutenant-Governor in Council may adopt and publish guide lines designed to assist the public in combatting inflation, particularly in restraining profit margins, prices, dividends and compensation. *Guide lines.*

Such guide lines, and the directives provided hereinafter, may be made applicable to all the persons referred to in this division or to certain categories among them, and to all dividends or to certain classes thereof. *Applicability.*

11. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, adopt directives designed to restrain the prices and profit margins of: *Restraints on prices and profits.*

(a) public sector suppliers of goods or services, especially those referred to in sections 6 to 9;

(b) private sector suppliers of goods or services having a personnel of five hundred

d'au moins cinq cents personnes au Canada;

c) des fournisseurs de services professionnels visés aux règlements;

d) des personnes qui exploitent, dans l'industrie de la construction, des entreprises ayant un personnel d'au moins vingt personnes au Canada; et

e) des fournisseurs de biens ou de services du secteur privé, y compris les bailleurs d'immeubles, que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare, par un règlement adopté sur rapport de la Régie en vertu de l'article 40, être d'une importance fondamentale pour la lutte contre l'inflation.

Date d'application. Les directives touchant les fournisseurs visés au paragraphe e peuvent s'appliquer à compter de la date de la demande adressée à la Régie par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 40, ou à compter de toute date ultérieure à celle-ci mais antérieure à celle du règlement d'adoption, si le ministre en donne préavis publiquement, et à l'Assemblée nationale si elle est en session.

or more persons in Canada;

(c) suppliers of such professional services as are specified in the regulations;

(d) persons carrying on business in the construction industry having a personnel of twenty or more persons in Canada; and

(e) private sector suppliers of goods or services, including lessors of immovables, who are declared by order of the Lieutenant-Governor in Council, made on the report of the Commission pursuant to section 40, to be of strategic importance to the combatting of inflation.

Date applicable. Directives affecting suppliers mentioned in paragraph e may be made applicable from the date of the request made to the Commission by the Lieutenant-Governor in Council pursuant to section 40, or from any later date prior to that of the regulation by which they are adopted, if the Minister gives prior notice thereof publicly, and to the National Assembly if it is in session.

Fournisseur de biens.

12. Un fournisseur de biens s'entend, dans la présente loi, d'une personne qui aliène ou loue un bien ou qui aliène un droit y afférent.

12. A supplier of goods, within the meaning of this act, is a person who disposes of or leases goods, or who disposes of or leases an interest therein.

Supplier defined.

Exception.

13. Un membre du personnel d'un employeur accomplissant les fonctions de son emploi ou une personne offrant ses services à titre de membre du personnel d'un employeur ne sont pas considérés comme des fournisseurs de services.

13. A member of the personnel of an employer carrying out the duties of his employment, or a person offering his services as a member of the personnel of an employer, is not considered to be a supplier of services.

Exception.

Prix d'un bien.

14. Sont compris dans le prix d'un bien ou d'un service, pour l'application de la présente loi:

a) les droits de douane, les droits et taxes d'accise et les frais de transport à la charge du fournisseur, qu'ils soient ou non séparément inscrits dans ses registres ou sur la facture;

b) les montants inclus ou normalement inclus dans le prix du bien ou du service;

c) les frais d'installation d'un bien dans les cas où le contrat de fourniture stipule

14. For the purposes of this act, the price of goods or services includes:

Included in price.

(a) the amount of any charges for customs and excise and excise tax and the amount of any charges paid or payable by the supplier for transportation, whether or not any such charges are shown separately in the books of the supplier or on an invoice;

(b) the amount charged for any goods or services that is or has normally been included in the price of the goods or services;

(c) the amount charged for installation of goods where the contract under which

un prix global pour la fourniture et l'installation; et

d) la contrepartie des biens ou services, quelle que soit sa forme.

Services
inclus.

15. Les services visés par la présente loi incluent, entre autres, ceux qui sont rendus dans les secteurs industriels, commerciaux, professionnels et financiers.

Limita-
tion de la
rémuné-
ration.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, adopter des directives destinées à limiter la rémunération:

a) du personnel des personnes soumises à l'article 11, sauf au paragraphe c dudit article;

b) du personnel du secteur public, notamment les ministres, députés, juges et titulaires de fonctions publiques;

c) des personnes exerçant une profession libérale pour le compte d'un employeur qui est un fournisseur de services professionnels visé au paragraphe c de l'article 11.

Titulai-
res de
fonctions
publiques.

17. Sont notamment considérées comme titulaires de fonctions publiques les personnes élues au suffrage universel et celles qui sont choisies ou nommées à titre représentatif.

Rémuné-
ration.

18. Sont compris dans la rémunération d'une personne, sous toutes les formes qu'ils peuvent revêtir, les salaires, les avantages et les gratifications versés ou accordés, directement ou indirectement, par un employeur ou en son nom à un membre de son personnel ou à son profit.

Personnel
d'un four-
nisseur de
biens ou
de
services.

19. Doivent être comptés comme faisant partie du personnel d'un fournisseur de biens ou de services, les membres du personnel, au Canada, des corporations ayant un lien de dépendance avec le fournisseur:

a) du fait qu'elles lui sont liées en vertu des articles 12 à 16 de la Loi sur les impôts; ou

b) du fait de ses relations avec ces corporations au niveau de la gestion, de la

the goods are supplied provides for the supply of the goods and their installation for one charge; and

(d) any consideration whether in money, services, property or other forms of consideration or in any combination thereof paid, given or exchanged for goods or for a service.

15. The services envisaged by this act include, among others, services supplied in the industrial, commercial, professional and financial sectors.

Included
services.

16. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, adopt directives designed to restrain the compensation of:

Restraints
on com-
pensation.

(a) the personnel of the persons subject to section 11, except paragraph c of the said section;

(b) the public sector personnel, particularly ministers, members, judges and persons holding public office;

(c) the persons engaged in a liberal profession for the account of an employer who is a supplier of professional services mentioned in paragraph c of section 11.

17. Persons elected by popular vote and persons elected or appointed in a representative capacity are in particular considered to be persons holding public office.

Public
office
holders.

18. All forms of pay, benefits and perquisites paid or provided, directly or indirectly, by or on behalf of an employer to or for the benefit of a member of his personnel, are considered compensation of that person.

Compen-
sation.

19. The members of the personnel, in Canada, of a corporation not dealing at arm's length with a supplier of goods and services,

Supplier's
personnel.

(a) by the fact that the corporation is related to the supplier by virtue of sections 12 to 16 of the Taxation Act; or

(b) by reason of interrelationship of management, ownership or financial af-

propriété ou des opérations financières.

Exemption.

Le ministre peut, par écrit, exempter dans un cas donné un fournisseur ou un groupe de fournisseurs de l'application du présent article.

Interprétation.

20. Dès lors que le personnel visé aux paragraphes *b* ou *d* de l'article 11 atteint le nombre *y* visé, si ce fait se produit le 14 octobre 1975 ou après cette date, il est tenu par la suite pour au moins égal à ce nombre jusqu'à preuve du contraire.

Limitation des dividendes.
Idem.

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, adopter des directives destinées à limiter les dividendes.

Il peut limiter non seulement les dividendes dans le sens où on les entend généralement, mais aussi les dividendes en actions et toute autre forme de distribution des bénéfices des corporations, à l'exclusion des cas de liquidation ou de cessation des affaires.

Ententes.

22. Le ministre peut, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada ou celui d'une province:

a) pour confier à cet autre gouvernement ou à un organisme ou fonctionnaire en dépendant, l'administration de toute partie de la présente loi ou des directives gouvernementales;

b) pour faire administrer par la Régie ou le commissaire, suivant leur compétence respective, toute partie d'une loi équivalente à la présente loi ou des directives émises par un tel autre gouvernement en vertu d'une telle loi.

« Loi équivalente ».

Pour l'application du présent article, on entend par « loi équivalente » une loi établissant un régime de mesures anti-inflationnistes.

Manière de donner effet aux ententes.

23. Pour donner effet aux ententes prévues ci-dessus, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer la manière selon laquelle la présente loi doit s'appliquer à tout cas visé par les ententes et y adapter les dispositions de la présente loi.

fairs of the supplier with such corporation,

must be included as part of the personnel of that supplier.

The Minister may, in a specific case, exempt, in writing, a supplier or a group of suppliers from the application of this section.

Exemption.

Interpretation.

20. From such date as the personnel referred to in paragraph *b* or *d* of section 11 reaches the number of persons mentioned therein, if that occurs on 14 October 1975 or thereafter, that personnel shall be deemed to consist of at least that number of persons until the contrary is proved.

21. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, adopt directives designed to restrain dividends.

Restraints on dividends.

He may restrain dividends not only in the generally accepted meaning of that term, but also stock dividends and any other form of corporate distribution otherwise than upon the winding-up of a corporation or the discontinuance of its business.

Idem.

22. The Minister may, in accordance with the Intergovernmental Affairs Department Act, enter into agreements with the Government of Canada or a province:

Agreements with other governments.

(a) to entrust the administration of any part of this act or of the government directives to that government or to a body or an officer of that government;

(b) to have the Commission or the Commissioner, according to their respective jurisdictions, administer any part of an act similar to this act or directives issued by any such other government pursuant to such an act.

For the application of this section, "similar act" means an act establishing an anti-inflation measures plan.

"Similar act".

23. To give effect to the agreements provided for hereinabove, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the manner in which this act shall apply to any case referred to by the agreements and adapt the provisions of this act to that case.

Applicability to specific case.

Livres et registres.

24. Les fournisseurs de biens ou de services, les personnes qui exploitent une entreprise dans l'industrie de la construction et les employeurs liés par les directives gouvernementales doivent tenir à leur place d'affaires ou à leur résidence au Québec, ou au lieu que le ministre peut désigner à leur demande, les registres et livres de comptabilité, y compris, le cas échéant, les inventaires annuels, dont la forme et le contenu permettront de déterminer, pendant toute la période d'application de la présente loi, s'ils se sont conformés aux directives gouvernementales.

24. Each supplier of goods or services, each person carrying on business in the construction industry and each employer in respect of whom the government directives apply shall keep records and books of account, including an annual inventory if appropriate, at his place of business or residence in Québec, or at such other place as may be designated by the Minister on application made to him by any such supplier, person or employer, in such form and containing such information as will enable a determination to be made as to whether, throughout the period of time when this act is in force, he has complied with the government directives.

Records and books.

SECTION IV

RÉGIE DES MESURES ANTI-INFLATIONNISTES

Institution.

25. Il est institué une Régie des mesures anti-inflationnistes dont le président, le vice-président et les autres membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Personnel.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le nombre de membres qu'il estime nécessaire à l'expédition rapide et efficace des affaires dont la Régie est saisie en vertu de la présente loi.

Honoraires, etc.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations ou le traitement des membres de la Régie ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.

Serments.

27. Les membres de la Régie doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B de la Loi de la fonction publique.

Concours d'experts.

28. La Régie peut recourir aux services temporaires d'experts à titre de conseils et de collaborateurs dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions; elle peut, avec l'autorisation du Conseil du trésor, fixer leur traitement et leur accorder certaines indemnités.

Détachements, etc.

29. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la requête de la Régie, ordonner

DIVISION IV

INFLATION CONTROL COMMISSION

25. An Inflation Control Commission is established, consisting of the Chairman, the Vice-Chairman and the other members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Establishment.

The Lieutenant-Governor in Council shall appoint such number of members as he considers necessary to enable the Commission to deal effectively and expeditiously with the business that comes before it pursuant to this act.

Members.

26. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary of the members of the Commission or, as the case may be, their additional salary.

Fees, etc.

27. The members of the Commission shall, before taking office, make the oaths provided in Schedules A and B to the Civil Service Act.

Oath.

28. The Commission may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge to advise and assist it in the performance of its duties and, with the approval of the Treasury Board, the Commission may fix and pay the remuneration and expenses of such persons.

Temporary engagement of specialists.

29. The Lieutenant-Governor in Council may, on the request of the Com-

Secondment, etc.

à un ministère ou organisme du gouvernement de détacher auprès de la Régie, pour une période déterminée, le personnel nécessaire à la bonne marche de ses travaux; sous réserve de l'article 44 et des dispositions de toute autre loi relatives à la confidentialité des renseignements, la Régie peut également demander leur avis et leur collaboration.

mission, direct any department or agency of the Government of Québec to second to the Commission, for specified periods, officers and employees necessary for the proper conduct of the work of the Commission and the Commission may, subject to section 44 and to any provisions relating to confidentiality of information in any other act, obtain the advice and assistance of any department or agency of the Government of Québec.

Siège.

30. La Régie a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

30. The Commission shall have its head office in the City of Québec or in the City of Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order which shall come into force upon publication in the *Gazette officielle du Québec*.

Head office.

Bureau.

La Régie a aussi un bureau dans l'une des villes susvisées dans laquelle elle n'a pas son siège.

The Commission shall also have an office in that city of the two mentioned above in which it does not have its head office.

Other office.

Séances.

31. La Régie peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

31. The Commission may hold its sittings anywhere in Québec.

Place of sittings.

Remplacement du président, etc.

32. Au cas d'incapacité d'agir du président, ses pouvoirs sont exercés par le vice-président ou, si le vice-président est aussi incapable d'agir, par une personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

32. If the Chairman is unable to act, his powers shall be exercised by the Vice-Chairman or, if the Vice-Chairman is also unable to act, by a person designated by the Lieutenant-Governor in Council.

Replacement of Chairman.

Nomination du personnel.

33. Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Régie sont nommés et rémunérés suivant les normes et barèmes déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

33. The secretary and the other members of the personnel of the Commission shall be appointed and remunerated in accordance with the standards and scales determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Appointment of personnel.

Pouvoirs du président.

Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) attribue aux sous-chefs de ministère.

The Chairman of the Commission shall exercise in this respect the powers assigned by the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) to department deputy-heads.

Powers of Chairman.

Immunités.

34. Les membres de la Régie et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

34. The members of the Commission and of its personnel cannot be prosecuted by reason of official acts performed by them in good faith in carrying out their duties.

Immunity.

Recours prohibés.

35. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie

35. No extraordinary recourse provided by articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the Commission

Denied recourses.

ou les membres de la Régie, lorsque ceux-ci agissent en leur qualité officielle.

or the members thereof, when they act in their official capacity.

Annulation de bref, etc.

36. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction allant à l'encontre de l'article 35.

36. Two judges of the Court of Appeal may, upon a motion, summarily annul any writ and any order or injunction contrary to section 35.

Annulment of contrary writ, etc.

Règlements de régie interne.

37. Sous réserve de la présente loi et des directives spéciales établies par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du présent article, la Régie peut adopter des règlements pour sa régie interne.

37. Subject to this act and to any special directions issued by the Lieutenant-Governor in Council under this section, the Commission may make by-laws for its internal management.

Internal by-laws.

Authenticité des procès-verbaux.

38. Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le secrétaire.

38. The minutes of sittings, approved by the Commission and certified by the Chairman or the secretary, are authentic. The same applies to documents or copies emanating from the Commission or forming part of its records, when signed by the Chairman of the Commission or the secretary.

Authentic minutes.

Fonctions.

39. 1. La Régie:

a) surveille le mouvement des prix, profits, rémunérations et dividendes en fonction des directives gouvernementales ainsi que leur efficacité et utilité générale ou particulière vis-à-vis de certaines catégories d'entreprises ou de personnel, et fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil en recommandant d'y apporter les modifications qu'elle juge susceptibles de les rendre plus utiles ou efficaces;

b) établit les mouvements réels ou envisagés des prix, profits, rémunérations et dividendes, qui, à son avis, contreviennent ou sont susceptibles de contrevenir à la lettre ou à l'esprit des directives gouvernementales;

c) identifie les causes des mouvements réels ou envisagés des prix, profits, rémunérations et dividendes, établis conformément au paragraphe *b*, qui, à son avis, auront vraisemblablement des conséquences importantes sur l'économie, et cherche, à l'aide de consultations et de négociations avec les parties intéressées, soit à les rendre conformes à la lettre et à l'esprit des directives gouvernementales, soit à en réduire ou à en supprimer l'effet inflationniste;

39. (1) The Commission shall:

(a) monitor changes in prices, profits, compensation and dividends in relation to the government directives and the effectiveness and workability of the directives both in general and in their application to particular classes of businesses or personnel and from time to time report to the Lieutenant-Governor in Council thereon recommending any modifications to the directives that, in its opinion, would improve the effectiveness or workability of the directives;

(b) identify actual and proposed changes in prices, profits, compensation and dividends that, in its opinion, contravene or, if implemented, would contravene the government directives either in fact or in spirit;

(c) identify the causes of actual and proposed changes in prices, profits, compensation and dividends identified under paragraph *b*, that are, in its opinion, likely to have a significant impact on the economy, and endeavour through consultations and negotiations with the parties involved to modify such changes so as to bring them within the limits and spirit of the government directives or reduce or eliminate their inflationary effect;

Duties of the Commission.

d) soumet à l'examen du commissaire les mouvements réels ou envisagés de prix, profits, rémunérations et dividendes dans les cas où elle estime que les consultations et négociations menées, conformément au paragraphe *c*, en vue de les rendre conformes aux directives gouvernementales ont abouti ou aboutiront vraisemblablement à un échec et où elle est convaincue que les circonstances particulières du cas ne justifient pas ces mouvements; et

e) par la publication de rapports, la tenue d'audiences publiques ou de réunions ou tout autre moyen, développe les connaissances du public sur les mécanismes de l'inflation, le rapport entre la productivité, les coûts et les prix, les diverses mesures auxquelles les gouvernements peuvent recourir pour freiner l'inflation, ainsi que leurs avantages, effets et limites, le rôle à jouer par les entreprises et les catégories de personnel pour la combattre et les conséquences d'un manque de coopération entre les gouvernements, les entreprises et les catégories de personnel.

(d) where, in its opinion, consultations and negotiations under paragraph *c* have failed or are likely to fail to modify actual or proposed changes in prices, profits, compensation or dividends to bring them within the limits of the government directives and where it is convinced that the particular circumstances of the case do not justify such changes, refer the matter to the Commissioner for consideration by him; and

(e) through publication of reports, public hearings and meetings and such other methods as it considers appropriate, promote public understanding of the inflationary process, the relationships between productivity, costs and prices, the various policies available to governments to deal with inflation and the advantages, effects and limitations thereof, the role to be played by businesses and classes of personnel in combatting inflation and the implications of the failure of governments, businesses and classes of personnel to cooperate.

Exercice
de pou-
voirs.

2. La Régie peut exercer un pouvoir prévu aux sous-paragraphe *c* et *d* du paragraphe 1, quel que soit son avis sur l'importance des conséquences pour l'économie, des mouvements réels ou envisagés:

a) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur ou d'une personne visée aux paragraphes *c* ou *d* de l'article 11;

b) d'un prix ou d'une marge bénéficiaire d'un fournisseur déclaré, par un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu du paragraphe *e* de l'article 11, être d'une importance fondamentale pour la lutte contre l'inflation; ou

c) de la rémunération d'une personne visée au paragraphe *c* de l'article 16, d'une personne qui exploite, dans l'industrie de la construction, une entreprise dont le nombre d'employés au Canada atteint au moins vingt ou d'un fournisseur visé au paragraphe *b*.

(2) The Commission may exercise any power provided in subparagraph *c* or *d* of subsection 1, whatever its opinion may be on the importance of the consequences for the economy of an actual or proposed change in:

(a) a price or profit margin of a supplier or person contemplated in paragraph *c* or *d* of section 11;

(b) a price or profit margin of a supplier declared by a regulation of the Lieutenant-Governor in Council made under paragraph *e* of section 11 to be of strategic importance to the combatting of inflation; or

(c) the compensation of a person contemplated in paragraph *c* of section 16, of a person carrying on a business in the construction industry which employs at least twenty employees in Canada, or of a supplier mentioned in paragraph *b*.

Enquêtes.

40. La Régie doit, si le lieutenant-gouverneur en conseil le lui demande, faire enquête pour déterminer si des fournisseurs de biens ou de services ou des catégories d'entre eux, non assujettis aux direc-

40. The Commission shall, if requested to do so by the Lieutenant-Governor in Council, conduct an inquiry to determine whether certain suppliers of goods or services or certain classes thereof, to whom

tives gouvernementales, sont d'une importance telle pour la lutte contre l'inflation qu'ils devraient être assujettis à un règlement prévu au paragraphe *e* de l'article 11.

Rapport. Elle fait ensuite rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, faisant état de ses constatations.

Dépôt. 41. Les rapports visés au paragraphe *a* de l'article 39 et à l'article 40 sont déposés à l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

Pouvoirs de commissaires. 42. La Régie, chacun de ses membres et les personnes qu'elle désigne pour faire enquête sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Ordre de divulgation. 43. La Régie peut exiger de toute personne liée par les directives gouvernementales, autre qu'un membre du personnel d'un employeur, ainsi que de toute association de salariés liés par les directives, tout renseignement qu'elle juge nécessaire.

Avis. La Régie exerce ce pouvoir au moyen d'un avis spécifiant les renseignements demandés, la manière dont ils doivent être présentés ainsi que le délai ou les intervalles de temps dans lesquels ils doivent être donnés. Cet avis est signifié au moyen d'une publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou par tout autre moyen jugé approprié.

Prorogation de délai. La Régie peut, à la demande écrite des intéressés, proroger le délai ou modifier les intervalles impartis.

Communication de renseignements confidentiels. 44. Sont confidentiels les renseignements obtenus, dans l'exercice de leurs fonctions, par un membre de la Régie, ou par une personne concourant à l'exercice des fonctions de celle-ci en vertu de la présente loi, sur une personne, une entreprise ou une association de salariés. Sauf disposition contraire de la loi, nul ne peut sciemment les communiquer ou en per-

the government directives do not apply, are of such strategic importance to the combatting of inflation that a regulation provided for in paragraph *e* of section 11 should be made applicable to them.

The Commission shall then report its findings to the Lieutenant-Governor in Council.

41. The reports contemplated in paragraph *a* of section 39 and in section 40 shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

42. The Commission, each of its members and the persons designated by it to conduct inquiries are vested with the powers and immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

43. The Commission may require any person to whom the government directives apply, other than a member of the personnel of an employer, and any association of employees to whom the directives apply, to provide any information it deems necessary.

The Commission shall exercise such power by means of a notice specifying the information required, the manner in which it must be produced and the time within or the intervals at which it must be given. Such notice shall be served by means of one publication in the *Gazette officielle du Québec*, or by any other means deemed appropriate.

The Commission may, at the request in writing of the interested parties, extend the time within which or change the intervals at which compliance is prescribed.

44. All information with respect to a person, business or association of employees that is obtained by a member of the Commission or by any person engaged in carrying out duties of that Commission under this act, in the course of carrying out those duties, is privileged and no person shall knowingly, except as provided in this act, communicate or allow to be

mettre la communication à un tiers ou lui permettre de les examiner ou d'y avoir accès si ce n'est pour l'application de la présente loi.

communicated to any person any such information except for the purposes of the administration or enforcement of this act or allow any person to inspect or have access to any such information except for the purposes of the administration of this act.

Exception.

45. Les renseignements visés à l'article 44 peuvent, à la demande écrite adressée au président de la Régie par l'intéressé ou en son nom, être communiqués à toute personne ou autorité désignée dans la demande selon les modalités et dans les circonstances qu'approuve le président.

45. Any information referred to in section 44 may, on request in writing to the Chairman of the Commission by or on behalf of the interested person, be communicated to any person or authority named in the request on such terms and conditions and under such circumstances as are approved by the Chairman.

Application de
aa. 44
et 45.

46. Les articles 44 et 45 ne s'appliquent pas aux instances engagées suivant la présente loi devant la Commission d'appel ou devant les tribunaux.

46. Sections 44 and 45 do not apply to proceedings taken under this act before the Appeal Board or the courts.

Applicability
of ss. 44,
45.

SECTION V

ADMINISTRATION

Nomina-
tion de
commis-
saires.

47. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un commissaire et des commissaires adjoints chargés de l'application de la présente loi, et fixer leurs honoraires, allocations ou traitement ou, suivant le cas, leur traitement supplémentaire.

Idem.

Ces personnes peuvent être nommées et rémunérées suivant la Loi de la fonction publique.

Pouvoirs.

48. Le commissaire exerce, outre les pouvoirs et fonctions que la présente loi lui confère, ceux que lui délègue le ministre pour son application.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

Le commissaire peut déléguer ses pouvoirs aux commissaires adjoints, en tout ou en partie, sans pour autant en perdre l'exercice.

Idem.

Le commissaire peut aussi déléguer même les pouvoirs qui lui ont été délégués par le ministre.

Disposi-
tions ap-
plicables.

49. Les articles 28, 29 et 33 s'appliquent, en faisant les changements nécessaires, au personnel du commissaire et des

DIVISION V

ADMINISTRATION

47. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Commissioner and Deputy Commissioners for the purposes of this act and fix their fees, allowances or salaries or, if need be, their additional salaries.

Appoint-
ment of
Commis-
sioners.

Those persons may be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

Idem.

48. The Commissioner has such powers, and shall perform such duties and functions as are, by this act, assigned to him, and shall perform such other duties and functions in relation to this act as are delegated to him by the Minister.

Powers of
Commis-
sioner.

The Commissioner may delegate all or part of his powers to the Deputy Commissioners without thereby being deprived of the exercise of those powers.

Delega-
tion of
powers.

The Commissioner may also delegate even such powers as have been delegated to him by the Minister.

Idem.

49. Sections 28, 29 and 33 apply, with such modifications as necessary, to the staff of the Commissioner and of the

Staff.

commissaires adjoints et aux experts dont ils retiennent les services.

Deputy Commissioners and to the persons having technical or specialized knowledge engaged by them.

Complément d'information.

50. Pour l'exécution des fonctions que lui confère la présente loi, le commissaire peut, par voie de lettre recommandée ou de demande signifiée à personne, exiger d'une personne ou d'une association de salariés, dans le délai qu'il fixe, la divulgation de renseignements ou la production de déclarations.

50. The Commissioner may, for any purpose related to the performance of his duties under this act, by registered letter or by a demand served personally, require from any person or association of employees, within such time as he determines, any information or additional information, including a return of information or a supplementary return.

Supplementary information.

Enquêtes.

51. Le commissaire fait ou fait faire enquête dans tous les cas où la Régie ou le lieutenant-gouverneur en conseil l'informent au moyen d'un avis écrit qu'ils ont lieu de croire que les directives gouvernementales n'ont pas été ou ne sont pas respectées.

51. The Commissioner shall inquire or cause an inquiry to be made into every case where the Commission or the Lieutenant-Governor in Council advises him by way of a written notice that it or he has grounds to believe that the government directives have not been or are not being followed.

Inquiry on notice.

Communication des avis.

Si l'avis émane de la Régie, celle-ci en communique copie au lieutenant-gouverneur en conseil et au ministre.

If the notice emanates from the Commission, it shall send copy to the Lieutenant-Governor in Council and to the Minister.

Notice from Commission.

Dépôt de copies.

Le ministre dépose sans délai une copie de tous les avis reçus par le lieutenant-gouverneur en conseil ou émanant de ce dernier, devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

The Minister shall forthwith table a copy of all the notices received by or emanating from the Lieutenant-Governor in Council, before the National Assembly, if it is in session or, if not, within fifteen days of the opening of the next session.

Tabling.

Rapport au ministre.

52. Le commissaire doit faire rapport au ministre sur chaque enquête qu'il fait en vertu de l'article 51; il fait aussi rapport au ministre sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confère la présente loi conformément aux directives qu'il reçoit de lui.

52. The Commissioner shall report to the Minister on each inquiry he makes under section 51; he shall also report to the Minister on the performance of his duties and the exercise of his powers under this act at such times and in such manner as the Minister may require.

Report to Minister.

Dépôt de copies.

Le ministre doit déposer sans délai une copie de tous les rapports qu'il reçoit en vertu du présent article devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

A copy of each report made to the Minister under this section shall be laid forthwith by him before the National Assembly if it is in session, or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

Tabling.

Vérification et examen.

53. Le commissaire et toute personne qu'il autorise ont, à toute époque, accès aux documents d'une entreprise et peuvent les examiner et vérifier.

53. The Commissioner and any person authorized by him shall have access to the documents of a business and may audit and examine them.

Audit and examination.

Documents visés.

Ces documents comprennent, outre les livres et registres de l'entreprise, les

Such documents include, in addition to the books and records of the business, any

Documents affected.

accords de rémunération ainsi que les factures, pièces justificatives, lettres ou télégrammes se rapportant ou susceptibles de se rapporter aux renseignements qui figurent ou devraient figurer dans les livres ou registres ou qui concernent les accords de rémunération.

compensation agreement and any account, voucher, letter or telegram that relates or may relate to the information that is or should be in the books or records or that is connected with any compensation agreement.

Inspection.

54. Le commissaire et son délégué peuvent examiner les biens d'une entreprise et ses modes d'opération et faire les autres inspections voulues afin de vérifier l'exactitude de ses inventaires ou des renseignements qui figurent ou devraient figurer dans ses livres ou registres.

54. The Commissioner or his representative may examine the property of an undertaking and its methods of operation and proceed with any other inspection necessary to ascertain the accuracy of its inventories or of the information that is or should be in its books or records.

Inspection.

Présence du propriétaire requise.

55. Le commissaire ou son délégué peuvent :

55. The Commissioner or his representative may :

Attendance, disclosure; seizure.

a) requérir la présence sur les lieux du propriétaire ou du responsable des biens ou de l'entreprise et exiger d'eux tout renseignement ayant trait à l'application de la présente loi;

(a) require the owner or manager of the property or business to attend at the premises and require him to give him any information related to the application of this act;

b) dès qu'ils estiment qu'une contravention à la présente loi ou aux directives gouvernementales a été commise, saisir et emporter les documents, livres, registres, et objets qui peuvent constituer des éléments de preuve.

(b) if it appears to him that there has been a contravention of this act or the government directives, seize and take away any of the documents, books, records and things that may be required as evidence of that contravention.

Perquisition.

56. Avec l'approbation d'un juge des sessions, qui peut être accordée sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite sous serment, le commissaire peut, pour toutes fins relatives à l'application de la présente loi, autoriser par écrit un membre de son personnel ou un agent de police, à perquisitionner, par la force au besoin, dans tout édifice, réceptacle ou lieu pour y rechercher des documents, livres, registres, ou objets pouvant servir de preuve d'infraction à la présente loi ou aux directives gouvernementales, à les saisir et à les garder jusqu'à ce qu'ils soient produits devant un tribunal.

56. With the approval of a judge of the Sessions which may be granted on demand *ex parte* following an information made under oath, the Commissioner may, for all purposes respecting the application of this act, authorize in writing any member of his staff or a police officer to search, by force, if need be, any building, receptacle or place to seek therein for documents, books, registers or other things that may be used as evidence of an offence against this act or the government directives, to seize them and to keep them until they have been produced in judicial proceedings.

Search.

Heures et jours.

57. La perquisition visée à l'article 56 ne peut être effectuée avant sept heures du matin ni après huit heures du soir, non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a approuvée.

57. The search contemplated in section 56 shall not be made before seven o'clock in the morning or after eight o'clock in the evening, or on a non-judicial day, except under written authorization of the judge who approved it.

Time of search.

Examen des documents, etc.

58. Le commissaire doit, sur demande, permettre l'examen des documents, livres,

58. The Commissioner shall, upon request, allow the examination of any docu-

Owner may examine books, etc.

registres ou objets saisis, par leur propriétaire ou par la personne qui les détenait lors de la saisie.

ment, book, register or thing seized, by its owner or the person in whose hands it was at the time of the seizure.

Copies de documents.

59. Les livres, registres ou autres documents qui ont fait l'objet d'un examen par le commissaire ou son délégué, qui ont été produits auprès d'eux ou dont ils ont pris possession, peuvent être copiés ou photographiés.

59. Any book, register or other document which has been the object of an examination by the Commissioner or his representative, which has been filed with him or that he has taken away may be copied or photographed.

Copying affected documents.

Admission en preuve.

Les copies ou photostats, certifiés par le commissaire ou par une personne autorisée par lui à le faire, comme étant des copies ou des photostats de l'original, sont admissibles en preuve.

Any copy or photostat, certified by the Minister or any person authorized by him to do so, as being a copy or photostat of the original, shall be allowed as evidence.

Certified copy admissible evidence.

Manoeuvre interdite.

60. Nul ne doit entraver ou tenter d'entraver de quelque façon que ce soit une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire.

60. No person may hinder or attempt to hinder in any way a person who performs an act which this act obliges or authorizes him to perform.

Hindering unlawful.

Pouvoirs de commissaires.

61. Toute personne chargée de faire une enquête aux fins de la présente section est investie des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

61. Every person entrusted with making an inquiry for the purposes of this division shall have the powers and immunity of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers and immunity of inquirer.

Pouvoir de punition.

Toutefois, la personne qui fait l'enquête ne peut punir une personne à moins qu'un juge des sessions ne décide que, pour un motif particulier exposé dans une demande faite à cet effet, un tel pouvoir peut être exercé.

However, the person conducting such inquiry shall not punish a person unless a judge of the Sessions decides that, for a particular reason, set out in an application made to that effect, such power may be exercised.

Power to punish.

Préavis d'audition.

Une telle demande ne peut être faite à moins qu'un préavis n'ait été donné à la personne qui en fait l'objet au moins 24 heures avant l'audition de la demande ou dans tout délai plus court que le juge estime raisonnable.

Such application shall not be made unless advance notice has been given to the person who is the object of it at least 24 hours before the hearing of the application or within any shorter delay that the judge considers reasonable.

Prior notice.

Contravention appréhendée.

62. Le commissaire peut, dans les cas où il est convaincu qu'une personne contreviendra vraisemblablement aux directives gouvernementales et que les circonstances particulières du cas ne la justifient vraisemblablement pas, rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée pour lui interdire de contrevenir aux directives, soit d'une manière générale, soit de la manière que précise l'ordonnance.

62. Where the Commissioner is satisfied that a person is likely to contravene the government directives and is not satisfied that there are or are likely to be circumstances that, based on the particular facts of the situation, would justify the person in so contravening the directives, he may make such order as he deems appropriate to prohibit the person from contravening the government directives generally, or in a particular manner specified in the order.

Anticipated contravention.

Recettes excessives.

63. Le commissaire peut, s'il constate qu'une contravention aux directives gou-

63. Where a person has, as a result of a contravention of the government

Excess revenue in course of business.

vernementales a permis à une personne de tirer de l'exploitation d'une entreprise des recettes qu'elle n'aurait pas obtenues autrement et, s'il n'est pas convaincu que les circonstances particulières du cas le justifient, rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée pour un ou plusieurs des objets suivants:

a) interdire au contrevenant de continuer de contrevenir aux directives, soit d'une manière générale, soit de la manière que précise l'ordonnance; et

b) ordonner au contrevenant de restituer aux personnes lésées, dans la mesure où il est raisonnablement possible de les identifier, la totalité ou la partie, précisée par l'ordonnance, du surcroît de recettes estimé par le commissaire.

Substitution d'une autre sanction.

64. Si le commissaire estime que, dans le cas prévu à l'article 63, il lui est impossible de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe *b* dudit article, il peut, par ordonnance, obliger le contrevenant à verser au ministre des finances du Québec une somme égale à la totalité ou à la partie précisée par l'ordonnance, du surcroît de recettes estimé par le commissaire.

Versements ou crédits excessifs.

65. Le commissaire peut, s'il constate qu'une personne a contrevenu aux directives gouvernementales en versant ou créditant, à titre de rémunération, dans le cours de l'exploitation d'une entreprise, ou à titre de dividende, une somme supérieure à celles prévues auxdites directives et s'il n'est pas convaincu que les circonstances particulières du cas la justifient, rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée pour un ou plusieurs des objets suivants:

a) interdire au contrevenant de continuer de contrevenir aux directives, soit d'une manière générale, soit de la manière que précise l'ordonnance; et

b) ordonner au contrevenant, en l'absence d'une ordonnance fondée sur les mêmes faits rendue en vertu de l'article 66,

directives, derived revenue in the course of a business that exceeds the revenue he would have derived if he had not contravened the government directives, the Commissioner may, if he is not satisfied that there are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the person in so contravening the government directives, make such order as he deems appropriate to accomplish either or both of the following objectives:

(a) to prohibit the person from continuing to contravene the government directives generally, or in a particular manner specified in the order; and

(b) to require the person to return to the persons from whom he derived the excess revenue, if those persons are reasonably identifiable, an amount stated in the order equal to the whole or any portion of the excess revenue so derived, as estimated by the Commissioner.

64. Where the Commissioner is of opinion that, in the case provided for in section 63, he cannot make the order provided for in paragraph *b* of the said section, he may, by order, require the person to pay to the Minister of Finance of Québec an amount stated in the order equal to the whole or any portion of the excess revenue, as estimated by the Commissioner.

Alternative order.

65. Where a person has contravened the government directives by paying or crediting as compensation in the course of a business or as a dividend, an amount that exceeds the amount that he was, under the government directives, authorized to so pay or credit, the Commissioner may, if he is not satisfied that there are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the person in so contravening the directives, make such order as he deems appropriate to accomplish either or both of the following objectives:

(a) to prohibit the person from continuing to contravene the government directives generally, or in a particular manner specified in the order; and

(b) where no order has been made by him pursuant to section 66 arising out of the same circumstances, to require the

Excess amount paid or credited as compensation.

de verser au ministre des finances du Québec, ou de retenir sur les versements ou crédits ultérieurs de même nature et de verser au ministre des finances du Québec, à titre d'amende, la totalité ou la partie, précisée par l'ordonnance, du surcroît de rémunération ou de dividende estimé par le commissaire.

Recettes
excessives
non tirées
de l'exploit-
ation
d'une en-
treprise.

66. Le commissaire peut, s'il constate qu'une personne a reçu une rémunération ou un dividende, par suite d'une action ou d'une abstention alors qu'elle savait ou aurait raisonnablement dû savoir que le montant ou la valeur de ceux-ci n'auraient pas été aussi élevés si la personne qui les lui a versés n'avait pas contrevenu aux directives gouvernementales, et s'il n'est pas convaincu que les circonstances particulières du cas la justifient, rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée pour un ou plusieurs des objets suivants:

a) interdire à cette personne de continuer à accepter cette rémunération ou ces dividendes dans la mesure où ils dépassent ceux qu'elle aurait reçus si la personne qui les lui a versés n'avait pas contrevenu aux directives; et

b) ordonner à cette personne, en l'absence d'une ordonnance fondée sur les mêmes faits rendue en vertu de l'article 65, de verser au ministre des finances du Québec la totalité ou la partie, précisée par l'ordonnance, du surcroît estimé par le commissaire.

Amende
en cas
de con-
travention
délibérée.

67. Dans les cas où le commissaire constate, à la lumière des faits qui donnent lieu à des ordonnances en vertu du paragraphe *b* de l'article 63, de l'article 64 ou du paragraphe *b* de l'article 66, que la personne visée a sciemment contrevenu aux directives gouvernementales ou qu'elle a sciemment comploté en vue d'y contrevenir, sans avoir des motifs raisonnables de croire que la contravention pouvait être justifiée, le commissaire peut en outre lui ordonner, par ordonnance, de verser au ministre des finances du Québec une amen-

person to pay to the Minister of Finance of Québec or to withhold out of subsequent payments or credits of a like nature and pay to the Minister of Finance of Québec, an amount stated in the order equal to the whole or any portion of the excess payment of compensation or dividend, as estimated by the Commissioner.

66. Where a person has, as a result of an act or omission that he knew or ought reasonably to have known contravened the government directives, received any compensation or a dividend in an amount or value that exceeds that which he would have received if the person from whom he received the compensation or dividend had not contravened the government directives, the Commissioner may, if he is not satisfied that there are circumstances that, based on the particular facts of the situation, justify the contravention of the government directives, make such order as he deems appropriate to accomplish either or both of the following objectives:

(a) to prohibit the person from accepting any further such compensation or dividend in an amount or value that exceeds that which he would have received if the person from whom he received the compensation or dividend had not contravened the government directives; and

(b) where no order has been made by him pursuant to section 65 arising out of the same circumstances, to require the person to pay to the Minister of Finance of Québec an amount stated in the order equal to the whole or any portion of the excess amount or value so received, as estimated by the Commissioner.

Excess
revenue
otherwise
than in
course of
business.

67. Where the circumstances that give rise to the making of an order under paragraph *b* of section 63, section 64 or paragraph *b* of section 66, disclose that the person against whom the order was made knowingly contravened or conspired knowingly to contravene the government directives without having reasonable grounds for believing that the contravention could be justified, the Commissioner, in addition to making such order, may, by order, direct the person to pay to the Minister of Finance of Québec a penalty in

Amount of
penalty
for
knowing
contra-
vention.

de égale à 25% du surcroît estimé par lui en vertu du paragraphe *b* de l'article 63, de l'article 64 ou du paragraphe *b* de l'article 66.

an amount equal to 25% of the excess revenue or other amount or value derived or received by the person, as estimated by the Commissioner pursuant to paragraph *b* of section 63, section 64 or paragraph *b* of section 66.

Amende
en cas de
contra-
vention
délibérée.

68. Dans les cas où il constate, à la lumière des faits qui donnent lieu à une ordonnance en vertu du paragraphe *b* de l'article 65, que la personne visée a sciemment contrevenu aux directives gouvernementales sans avoir des motifs raisonnables de croire que la contravention pouvait être justifiée, le commissaire peut en outre lui ordonner, par ordonnance, de verser au ministre des finances du Québec une amende égale à 25% du surcroît versé ou crédité, estimé par lui en vertu dudit paragraphe *b* de l'article 65.

68. Where the circumstances that gave rise to the making of an order under paragraph *b* of section 65 disclose that the person against whom the order was made knowingly contravened the government directives without having reasonable grounds for believing that the contravention could be justified, the Commissioner, in addition to making such order, may, by order, direct the person to pay to the Minister of Finance of Québec a penalty in an amount equal to 25% of the excess amount paid or credited by the person, as estimated by the Commissioner pursuant to paragraph *b* of section 65.

Amount of
penalty
for
knowing
contra-
vention.

Portée
des ordon-
nances.

69. Les ordonnances que le commissaire rend en vertu de l'article 62 ou du paragraphe *a* de chacun des articles 63, 65 ou 66 lient les personnes qu'elles visent nonobstant tout accord ou entente intervenu après le 14 octobre 1975, nonobstant toute autre loi adoptée avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi et même si elles sont incompatibles avec des mesures prises ou approuvées conformément à ces autres lois.

69. An order of the Commissioner made pursuant to section 62 or to paragraph *a* of section 63, 65 or 66 is binding on the person against whom it is made notwithstanding any agreement that was entered into after 14 October 1975, notwithstanding any other act enacted before or after the coming into force of this act, and notwithstanding that the order conflicts with anything that was established in accordance with or approved pursuant to any such other act.

Effect of
order.

Sanction
du défaut
de tenir
les livres,
etc.

70. Sous réserve de l'article 128, le commissaire peut, par ordonnance, ordonner à la personne qui fait défaut de tenir les livres et registres, ou de présenter les déclarations ou de divulguer les renseignements exigés par la présente loi ou par le commissaire par lettre recommandée ou par des demandes communiquées conformément à la présente loi en respectant les conditions d'exécution et de temps qui y sont fixées, de verser au ministre des finances du Québec une amende minimale de cent dollars.

70. Where a person who is required by this act or by a registered letter sent or demand made by the Commissioner pursuant to this act to maintain books and records, or to file a return, a supplementary return, information or additional information fails to do so as and when required by this act or the letter or demand, the Commissioner may, subject to section 128, by order, direct him to pay to the Minister of Finance of Québec a penalty of not less than one hundred dollars.

Penalty
for
failure to
maintain
books,
etc.

Amendes.

Cette amende ne doit pas être supérieure à la moins élevée des sommes suivantes:

Such fine shall be not more than the lesser of

a) cent dollars par jour d'infraction, ou

(a) one hundred dollars for each day during which the offence continues, and

b) dix mille dollars.

(b) ten thousand dollars.

Fine.

Modifi-
cation ou
annula-
tion des
ordon-
nances.

71. Le commissaire peut, par ordonnance, annuler une ordonnance qu'il a rendue en vertu des articles 62 à 70 ou la modifier conformément au pouvoir de rendre des ordonnances que lui confèrent les articles applicables.

71. The Commissioner may, by order, rescind an order made by him pursuant to sections 62 to 70 or vary any such order in a manner consistent with his authority to make orders pursuant to whatever provision of those sections is applicable. Rescission or variation of order.

Significa-
tion des
ordon-
nances.

72. Le commissaire doit transmettre, par courrier recommandé ou par tout autre moyen prescrit par règlement, copie des ordonnances rendues en vertu des articles 62 à 71 à toutes les personnes visées à ces ordonnances et au greffier du Conseil exécutif.

72. A copy of an order made by the Commissioner pursuant to sections 62 to 71 shall be sent by him, by registered mail or in such other manner as is prescribed by the regulations, to each person against whom the order is made and to the Clerk of the Executive Council. Notice of order to be given.

Disposi-
tion ap-
plicable.

73. Les articles 87 et 88 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) s'appliquent aux ordonnances visées à l'article 72 comme si elles étaient des avis de cotisation et comme si on entendait par le terme « ministre », le commissaire.

73. Sections 87 and 88 of the Revenue Department Act (1972, chapter 22) apply with respect to orders referred to in section 72 as if such orders were notices of assessment and as if the references in those subsections to the Minister were references to the Commissioner. Applicable provisions.

Modifica-
tion ou
annula-
tion par
lt.-g. en
conseil.

74. Dans les trente jours de la réception par le greffier du Conseil exécutif d'une copie d'une ordonnance du commissaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par arrêté, soit à la requête d'une personne touchée par elle, soit de sa propre initiative, annuler l'ordonnance du commissaire ou ordonner à ce dernier de la modifier conformément à l'arrêté en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 71.

74. The Lieutenant-Governor in Council may, within thirty days of receipt by the Clerk of the Executive Council of a copy of an order made by the Commissioner, either upon petition of any person affected by the order or of his own motion, by order, rescind the order of the Commissioner or instruct the Commissioner to vary his order pursuant to the authority vested in him by section 71. Rescission or variation by Lt.-Gov. in Council.

Portée
des
arrêtés.

Tout arrêté adopté en vertu du présent article lie le commissaire dès qu'une copie, certifiée conforme par le greffier du Conseil exécutif, est transmise par celui-ci ou en son nom par courrier recommandé, ou par tout autre moyen prescrit par règlement, au commissaire et à toutes les personnes visées par son ordonnance.

Any order made under this section is binding on the Commissioner upon a copy thereof, certified by the Clerk of the Executive Council, being sent to the Commissioner and each person against whom the order of the Commissioner was made by or on behalf of the Clerk of the Executive Council, by registered mail or in such other manner as is prescribed by the regulations. Effect of order.

Recouvre-
ment des
créances.

75. Les créances du ministre des finances du Québec qui découlent des ordonnances prises en vertu des articles 62 à 71 sont recouvrables devant le tribunal compétent en raison du montant réclamé ou de toute autre manière prévue par la Loi du ministère du revenu comme si elles découlaient de cette dernière et comme si, aux articles 15 à 17 de ladite loi, on en-

75. All amounts payable to the Minister of Finance of Québec under orders made pursuant to sections 62 to 71 are debts due to Her Majesty and are recoverable as such in any court of competent jurisdiction or in any other manner provided by the Revenue Department Act, as if the amounts were amounts payable under that act and as if references Recovery of amounts payable.

tendait par l'expression « ministre », le commissaire.

in sections 15 to 17 of that act to the Minister were references to the Commissioner.

SECTION VI

DIVISION VI

APPELS

APPEALS

§ 1.—*Commission d'appel des mesures anti-inflationnistes*§ 1.—*Anti-Inflation Measures Appeal Board*

Constitution.

76. Est constituée une Commission d'appel des mesures anti-inflationnistes, dont le président et les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

76. There is hereby established a board known as the Anti-Inflation Measures Appeal Board consisting of a Chairman and such other members as are appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Establishment.

Mandat.

77. Le président de la Commission d'appel est nommé à titre inamovible pour un mandat de trois ans au maximum; les autres membres sont nommés à titre amovible pour un mandat de trois ans au maximum.

77. The Chairman of the Appeal Board shall be appointed to hold office during good behaviour for a term not exceeding three years; the other members shall be appointed during pleasure for a term not exceeding three years.

Tenure.

Nombre de membres.

78. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le nombre de membres qu'il estime nécessaire à l'expédition rapide et efficace des appels dont la Commission d'appel est saisie en vertu de la présente loi.

78. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint such number of members as he considers necessary to enable the Appeal Board to deal effectively and expeditiously with appeals taken to it pursuant to this act.

Members in necessary number.

Pouvoirs de la Cour supérieure.

79. La Commission d'appel a, en ce qui concerne la comparution, la prestation de serments et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen de documents et toutes les questions nécessaires ou utiles à l'exercice de sa compétence, tous les pouvoirs de la Cour supérieure.

79. The Appeal Board has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses and the production and inspection of documents, and as regards other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers as are vested in the Superior Court.

Board has powers of Superior Court.

Fonction du président.

80. Le président est le premier dirigeant de la Commission d'appel, il assume la surveillance et la direction de ses travaux et notamment,

80. The Chairman of the Appeal Board is the chief executive officer thereof and has supervision over and direction of the work of the Appeal Board including

Duties of Chairman.

a) répartit les travaux entre les membres et désigne les membres chargés d'entendre les appels dont la Commission d'appel est saisie;

(a) the apportionment of work among the members thereof and the assignment of a member or members to consider appeals taken to the Appeal Board;

b) nomme, au besoin, les présidents d'audience; et

(b) where the Appeal Board sits in panels, the assignment of members to preside over such panels; and

c) détermine, d'une façon générale, la conduite des travaux de la Commission

(c) generally, the conduct of the work of the Appeal Board, the management of

d'appel, sa régie interne et les fonctions de son personnel.

its internal affairs and the duties of the staff of the Appeal Board.

Règles de pratique.

81. Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le président de la Commission d'appel peut, dans la mesure compatible avec la présente loi, régir les affaires de la Commission et établir des règles de pratique et de procédure applicables aux appels qu'elle entend.

81. Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Chairman of the Appeal Board may make rules not inconsistent with this act governing the carrying out of the affairs of the Appeal Board and the practice and procedure in connection with appeals taken to it.

Rules of practice.

Président suppléant.

82. Le ministre peut désigner un président suppléant parmi les membres de la Commission d'appel en cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste.

82. The Minister may authorize one of the members of the Appeal Board to act as Chairman for the time being in the event of the absence or incapacity of the Chairman or if the office of Chairman is vacant.

Acting Chairman.

Traitement du président, etc.

83. Le président de la Commission d'appel reçoit le traitement que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil et les autres membres reçoivent, en contrepartie de leurs services, la rémunération, notamment sous forme de jetons de présence, que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

83. The Chairman of the Appeal Board shall be paid such salary as is fixed by the Lieutenant-Governor in Council and each other member shall be paid such fees or other remuneration for his services as are fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Salary of Chairman, etc.

Siège.

84. La Commission d'appel a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

84. The head office of the Board is in the City of Québec or in the City of Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order which shall come into force on publication in the *Cazette officielle du Québec*.

Head office.

Bureaux.

85. La Commission a aussi un bureau dans l'une des villes visées à l'article 84 dans laquelle elle n'a pas son siège.

85. The Board shall also have an office in that city of the two mentioned in section 84 in which the Board does not have its head office.

Other office.

Séances.

86. La Commission d'appel peut siéger partout au Québec, aux lieux et dates que le président estime nécessaires à la bonne marche de ses travaux.

86. The Appeal Board shall sit at such times and at such places throughout Québec as are considered necessary by the Chairman for the proper conduct of its business.

Place of sittings.

Dispositions applicables.

87. Les articles 28, 29 et 33 s'appliquent, en faisant les changements nécessaires, à l'emploi du personnel de la Commission d'appel et à la rétention des services d'experts.

87. Sections 28, 29 and 33 apply, with such changes as are necessary, in relation to the staffing of the Appeal Board and the provision of technical assistance therefor.

Applicable provisions.

§ 2.—Appels

§ 2.—Appeals

Appels.

88. Quiconque peut interjeter appel devant la Commission:

88. Any person may appeal to the Appeal Board:

Appeals.

a) s'il fait l'objet d'une ordonnance rendue par le commissaire en vertu des articles 62 à 70; ou

b) s'il est touché par une modification qui est apportée à une ordonnance, sans son consentement, en vertu de l'article 71.

Délai
d'appel.

Cet appel doit être interjeté dans les soixante jours qui suivent la date de l'ordonnance rendue en vertu des articles 62 à 71.

Décision
en appel.

89. La Commission d'appel statue sur les appels:

a) en les rejetant;

b) en les accueillant et

i. en annulant l'ordonnance visée,

ii. en modifiant l'ordonnance visée, ou

iii. en renvoyant le dossier au commissaire pour nouvel examen et révision.

Charge
de la
preuve
pour les
amendes.

90. Il incombe au commissaire d'établir les faits qui justifient l'ordonnance dans les cas où l'appel porte sur une ordonnance qui impose une amende en vertu des articles 67 ou 68.

L'appel-
lant à la
charge
de la
preuve.

91. Sous réserve de l'article 90, la Commission d'appel rejette tous les appels où l'appelant n'établit pas à sa satisfaction qu'une décision visée au paragraphe b de l'article 89 s'impose.

Appel
d'une mo-
dification.

92. L'appel qui porte sur une ordonnance rendue en vertu de l'un des articles 62 à 70 n'est pas touché par une modification qui y est apportée en vertu de l'article 71 après que la Commission d'appel est saisie de l'appel et celle-ci peut statuer simultanément sur la modification et sur l'appel principal, sauf si l'appelant a consenti à la modification.

Condi-
tion pour
interjeter
appel.

93. Les ordonnances rendues par le commissaire en vertu des articles 62 à 71 ne sont pas susceptibles d'appel devant la Commission d'appel à moins que, dans le cas d'un appel portant sur une ordonnance

(a) against whom an order has been rendered by the Commissioner pursuant to sections 62 to 70; or

(b) who is affected by a variation of an order, without his consent, pursuant to section 71.

Such appeal must be instituted within sixty days from the day the order was made pursuant to any of sections 62 to 71.

Delay for
appeal.

89. The Appeal Board may dispose of an appeal by

(a) dismissing it; or

(b) allowing it and

(i) vacating the order appealed against,

(ii) varying the order appealed against,

or

(iii) referring the matter back to the Commissioner for reconsideration and variation of the order.

Disposi-
tion of
appeal.

90. Where, on an appeal to the Appeal Board, an order made pursuant to section 67 or 68 directing payment of a penalty amount is in issue, the burden of establishing the facts justifying the making of an order under whichever of those subsections is applicable is on the Commissioner.

Burden of
proof in
respect of
penalty.

91. Subject to section 90, the Appeal Board shall dispose of an appeal by dismissing it unless the appellant establishes to the satisfaction of the Board that a disposition referred to in paragraph b of section 89 is warranted.

Burden
on ap-
pellant.

92. Where, after an appeal is taken to the Appeal Board against an order made pursuant to sections 62 to 70, that order is varied pursuant to section 71, the appeal is not affected by the variation and, except where the variation was made with the consent of the appellant, an appeal against the variation may be joined with the appeal against the order made pursuant to sections 62 to 70.

Appeal
against
variation.

§ 3.—Procédure

§ 3.—Procedure

93. No appeal against an order made by the Commissioner pursuant to sections 62 to 71 may be heard by the Appeal Board unless, in the case of an appeal against an order directing the return, re-

Payment
pre-con-
dition to
hearing.

qui prévoit le paiement ou la restitution d'une somme d'argent ou d'un appel portant sur une ordonnance modificatrice de celle-ci, l'appelant ne dépose auprès de la Commission d'appel avec l'acte introductif, un document attestant que la somme a été payée au ministre des finances sous réserve de la décision ou que le commissaire a reçu des sûretés qu'il a jugé suffisantes.

bating or payment of an amount or the withholding of an amount or an appeal against an order varying any such order, evidence is filed with the Appeal Board that the amount specified has been paid to the Minister of Finance to be held pending disposition of the appeal or security for payment thereof in a form and amount satisfactory to the Commissioner has been given to him.

Avis
d'appel.

94. Les appels sont interjetés devant la Commission d'appel par le dépôt d'un avis écrit conforme aux règles établies en vertu de l'article 81.

94. An appeal to the Appeal Board shall be instituted by filing with the Board a notice in writing in a form prescribed by the rules made pursuant to section 81.

Notice of
appeal.

Avis
au com-
missaire.

95. La Commission d'appel doit transmettre une copie de l'avis d'appel au commissaire dès qu'elle en est saisie.

95. Where an appeal is taken to the Appeal Board, the Appeal Board shall forthwith send a copy of the notice of appeal to the Commissioner.

Notice to
Commis-
sioner.

Procédure
d'appel.

96. La Commission d'appel n'est pas liée par les règles juridiques ou techniques de preuve dans la tenue de ses audiences; elle statue sur les appels de façon expéditive et sans formalisme, dans toute la mesure compatible avec les circonstances et l'équité.

96. The Appeal Board is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting a hearing, and all appeals shall be dealt with by the Board as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness permit.

Informal
procedure.

Audience.

97. Sous réserve de l'article 98, la Commission d'appel tient, pour chaque appel dont elle est saisie, une audience où l'appelant et le commissaire doivent avoir l'occasion de présenter des éléments de preuve, de contre-interroger les témoins et de présenter des arguments.

97. Subject to section 98, the Appeal Board shall conduct a hearing in respect of each appeal coming before it at which the appellant and the Commissioner shall be afforded an opportunity to present evidence, to cross-examine witnesses and to present argument.

Hearing.

Renoncia-
tion d'un
commun
accord à
l'audience.

98. La Commission d'appel peut statuer sur les arguments écrits des parties dans les cas où l'appelant et le commissaire renoncent à l'audience d'un commun accord en déposant un avis auprès de la Commission d'appel.

98. Where an appellant and the Commissioner by agreement in writing filed with the Appeal Board, waive a hearing before the Board in connection with an appeal, the Board may dispose of the appeal after considering only written submissions of the appellant and the Commissioner.

Agree-
ment to
waive
hearing.

Audition
par un ou
plusieurs
membres.

99. Les appels interjetés devant la Commission d'appel et toutes les questions qui en découlent sont entendus et décidés par un seul membre ou par un groupe de trois membres, conformément aux directives du président; ce membre ou ce groupe de membres demeurent saisis de l'appel

99. Every appeal to the Appeal Board and all business arising out of the appeal shall be heard and decided by a single member or a panel of three members, as directed by the Chairman; that member or the members of the panel constitute the Appeal Board in relation to that appeal

Appeal to
be heard
by one
member
or three.

jusqu'à ce que le président leur retire la cause et les remplace.

and all business arising out of it unless such assignment is revoked and another member or panel is assigned in relation to the appeal.

Décision
à la ma-
jorité.

100. Les décisions de la Commission d'appel constituée de plusieurs membres sont prises à la majorité des voix.

100. A decision of a majority of the members of a panel of the Appeal Board assigned to consider an appeal is a decision of the panel.

Decision
by
majority.

Droit
de com-
paraître.

101. Les parties à un appel interjeté devant la Commission d'appel peuvent comparaître en personne ou se faire représenter à l'audience par leur avocat ou mandataire.

101. All parties to an appeal to the Appeal Board may appear in person or may be represented at the hearing by counsel or an agent.

Right to
appear.

Audiences
publiques
ou à huis
clos.

102. Les audiences de la Commission d'appel sont publiques; elle peut toutefois, à sa discrétion, ordonner le huis clos total ou partiel si elle est convaincue que l'intérêt général l'exige.

102. A hearing before the Appeal Board shall be held in public unless the Board is satisfied that a public hearing would not be in the public interest, in which case the hearing or any part thereof may, at the discretion of the Board, be held *in camera*.

Hearing
in public
or in
camera.

Décision
motivées.

103. La Commission d'appel doit motiver ses décisions par écrit toutes les fois que c'est possible.

103. The Appeal Board shall, wherever practicable, give written reasons for its decisions.

Reasons
for
decisions.

Communi-
cation de
décision.

104. Après avoir statué sur un appel, la Commission d'appel doit communiquer sans délai, par courrier recommandé ou par tout autre moyen prescrit par règlement, une copie de sa décision et de ses motifs au commissaire et à l'appelant.

104. Upon the disposition of an appeal, the Appeal Board shall forthwith send, by registered mail or in such other manner as is prescribed by the regulations, a copy of the decision and any written reasons given therefor to the Commissioner and the appellant.

Communi-
cation of
decision.

Publica-
tion des
décisions
motivées.

105. Sous réserve de l'article 106 mais nonobstant l'article 116, le commissaire peut publier, de la manière qu'il juge indiquée, les décisions et motifs de décision de la Commission d'appel.

105. Subject to section 106 but notwithstanding section 116, the Commissioner may publish in such manner as he considers appropriate any decisions of the Appeal Board and any reasons given therefor.

Publica-
tion of
decisions
and
reasons.

Restric-
tion.

106. Les témoignages ou les renseignements portant sur une personne ou une entreprise et fournis ou obtenus au cours d'une audience devant la Commission d'appel ne peuvent pas, si cette dernière juge qu'ils sont confidentiels, être publiés d'une manière qui les rende accessibles aux entreprises qui leur font concurrence.

106. Where evidence or information with respect to a person or business that, in the opinion of the Appeal Board, is in its nature confidential is given or elicited in the course of any hearing before the Appeal Board, the evidence or information shall not be made public in such a manner as to be available for the use of any business competitor or rival of the person or business.

Limita-
tion.

Dépens. **107.** La Commission d'appel n'accorde pas les dépens.

107. No costs may be awarded by the Appeal Board on the disposition of an appeal. Costs.

Destina-
tion des
sommes
détenues
en atten-
dant le
jugement
d'appel. **108.** Les sommes ou les sûretés détenues par le commissaire ou le ministre des finances en vertu de l'article 93 en attendant le prononcé du jugement d'appel conformément à la présente section reçoivent la destination que prescrit la Commission d'appel; cette ordonnance doit, en cas de restitution, prévoir le versement d'intérêts calculés au taux réglementaire de la date du versement initial jusqu'à la date de la restitution.

108. Any amount held or security held pursuant to section 93 by the Commissioner or the Minister of Finance pending disposition of an appeal under this division shall be disposed of as ordered by the Appeal Board and where the Appeal Board orders that any amount so held be repaid to the person by whom it was paid, such order shall require payment of interest thereon at a rate prescribed by the regulations from the day on which the amount was so paid until the day on which it is repaid pursuant to the order. Disposi-
tion of
amounts
held
pending
decision.

§ 4.—*Suspension et effet de l'appel*

§ 4.—*Stay and Effect of Appeal*

Suspen-
sion
d'appel. **109.** Dans les cas où les faits en litige entre les mêmes parties dans un appel interjeté en vertu de la présente section et dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi sont essentiellement les mêmes, le commissaire peut déposer une demande de suspension des procédures en cours devant la Commission d'appel, et celles-ci sont dès lors suspendues jusqu'au règlement définitif de la poursuite.

109. Where, in any appeal under this division, substantially the same facts are at issue as those that are at issue in a prosecution under this act, between the same parties, the Commissioner may file a stay of proceedings with the Appeal Board, and thereupon proceedings before the Appeal Board are stayed pending final disposition of the prosecution. Stay
pending
prosecu-
tion.

Effet de
l'appel. **110.** Les appels prévus par la présente section n'ont pour effet de suspendre l'ordonnance du commissaire qui fait l'objet de l'appel que dans la mesure et aux conditions que prévoit l'ordonnance ou une ordonnance modificatrice de cette dernière.

110. An appeal under this division does not operate to stay an order of the Commissioner from or in relation to which the appeal is taken except as otherwise provided in the order or in any variation thereof, and then only on such terms and conditions as are specified in the order or variation thereof. Effect of
appeal.

§ 5.—*Contrôle judiciaire des décisions et ordonnances du commissaire et de la Commission d'appel*

§ 5.—*Judicial Review of Decisions or Orders of the Commissioner and of the Appeal Board*

Immu-
nités. **111.** Le commissaire et les membres de la Commission d'appel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

111. The Commissioner and members of the Appeal Board shall not be prosecuted for official acts performed by them in good faith in the exercise of their duties. Immu-
nity.

Recours
prohibés. **112.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le commissaire ou les membres de la Commission

112. No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised nor shall any injunction be granted against the Commissioner or the members of the Ap- Denied re-
courses.

d'appel, lorsqu'ils agissent en leur qualité officielle.

Annulation de brefs, etc.

113. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance allant à l'encontre de l'article 112.

Appel à la Cour d'appel.

114. Il y a appel à la Cour d'appel des décisions rendues par la Commission d'appel, aux seuls motifs que la Commission :

a) n'a pas observé un principe de justice naturelle ou a autrement excédé ou refusé d'exercer sa compétence;

b) a rendu une décision ou une ordonnance entachée d'une erreur de droit, que l'erreur ressorte ou non à la lecture du dossier; ou

c) a fondé sa décision ou son ordonnance sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon absurde ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments portés à sa connaissance.

peal Board when they act in their official capacity.

113. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction inconsistent with section 112. Inconsistent writ, etc., annulled.

114. An appeal shall lie to the Court of Appeal from the decisions rendered by the Appeal Board, for the sole reason that the Board: Appeal to Appeal Court.

(a) failed to observe a principle of natural justice or otherwise acted beyond or refused to exercise its jurisdiction;

(b) erred in law in making its decision or order, whether or not the error appears on the face of the record; or

(c) based its decision or order on an erroneous finding of fact that it made in a perverse or capricious manner or without regard for the material before it.

SECTION VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1.—Règlements

Règlements.

115. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des objets et des dispositions de la présente loi, notamment dans les cas où elle prévoit que des mesures peuvent être prescrites par règlement.

Publication.

Tout règlement adopté en vertu de la présente loi doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

§ 2.—Confidentialité des renseignements

Communication de renseignements confidentiels.

116. L'article 44 s'applique aux renseignements qu'obtiennent sur une personne ou une entreprise les ministres et les autres personnes concourant à l'application de la présente loi et non visés par ledit article.

§ 3.—Prestation de serments

Serments.

117. Les personnes désignées par le ministre pour concourir à l'application de

DIVISION VII

GENERAL

§ 1.—Regulations

115. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this act and prescribing anything that, pursuant to any provision of this act, is to be prescribed by the regulations. Regulations.

Every regulation made under this act must be published forthwith in the *Gazette officielle du Québec*. Publication.

§ 2.—Confidentiality

116. Section 44 applies to all information with respect to a person or business obtained by any Minister and any other person engaged in the administration or enforcement of this act who is not referred to in that section. Communication of privileged information.

§ 3.—Administration of oaths

117. Any person, designated by the Minister for the administration of this Oaths.

la présente loi peuvent, à cette fin, faire prêter les serments et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations nécessaires et ont tous les pouvoirs d'un commissaire à l'assermentation.

act, may administer oaths and take and receive the necessary affidavits, declarations and affirmations and has all the powers of a commissioner for oaths.

§ 4.—Signature des documents

§ 4.—Execution of documents

Signature des documents émanant des corporations.

118. Les déclarations de renseignements et autres documents émis par une corporation en conformité de la présente loi doivent être signés, en son nom, par son président, secrétaire ou trésorier ou par toute autre personne, y compris un dirigeant, dûment autorisée à cet effet par tout organe directeur de la corporation, notamment son conseil d'administration.

118. A return of information or other document made by a corporation pursuant to this act shall be signed on its behalf by the president, secretary or treasurer of the corporation or by any other officer or person thereunto duly authorized by the board of directors or other governing body of the corporation.

Execution of documents by corporation.

§ 5.—Injonctions

§ 5.—Injunctions to restrain violations

Injonction.

119. Si la Cour supérieure constate, à la suite d'une demande présentée par le procureur général ou en son nom, l'existence de motifs raisonnables de croire à la violation, réelle ou éventuelle, d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 62 ou du paragraphe a de l'un des articles 63, 65 ou 66, elle peut accorder une injonction interdisant à la personne de contrevenir ou de continuer de contrevenir à l'ordonnance.

119. Where, on application by or on behalf of the Attorney-General, the Superior Court is satisfied that there are reasonable grounds to believe that a person is about to violate or is violating an order made under section 62 or paragraph a of any of sections 63, 65 or 66, the court may issue an injunction restraining that person from violating or continuing to violate that order.

Injunction.

§ 6.—Infractions

§ 6.—Offences

Infractions.

120. Commet une infraction quiconque:

120. Every person is guilty of an offence who:

a) fait sciemment des déclarations fausses ou trompeuses, ou y participe ou consent,

(a) knowing that statements in a representation made or a return filed under this act, are false or deceptive, makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of those statements,

b) pour éviter de se conformer à la présente loi ou aux directives gouvernementales,

(b) to avoid compliance with this act and the government directives,

i. détruit, modifie, tronque, dissimule ou, d'une façon générale, élimine des registres ou livres de comptabilité,

(i) destroys, alters, mutilates, secretes or disposes of records or books of account,

ii. fait des inscriptions fausses ou trompeuses dans les registres ou livres de comptabilité, ou y participe ou consent, ou

(ii) makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive entries in records or books of account, or

iii. omet de porter un renseignement aux registres ou livres de comptabilité, ou participe ou consent à cette omission,

(iii) omits or participates in, assents to or acquiesces in the omission of a material particular from records or books of account,

c) délibérément, ne se conforme pas ou tente de ne pas se conformer à une disposition de la présente loi ou à une ordonnance rendue par le commissaire en application de l'un des articles 62 à 71, ou

d) complotte avec d'autres personnes en vue de commettre une infraction visée aux paragraphes a à c.

(c) wilfully, in any manner, evades or attempts to evade compliance with any provisions of this act or an order made by the Commissioner pursuant to any of sections 62 to 71, or

(d) conspires with any person to commit an offence described in any of paragraphs a to c.

Peines.

121. Une personne trouvée coupable d'une infraction prévue à l'article 120 est passible, sur poursuite sommaire, des peines prévues à l'un ou l'autre des paragraphes suivants, suivant celui sous lequel l'accusation est portée:

a) d'une amende de deux cents à dix mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans ou de ces deux peines à la fois, ou

b) d'une amende dont le montant, d'au moins dix mille dollars, est laissé à la discrétion du tribunal et d'une peine d'emprisonnement de cinq ans.

121. A person convicted of an offence against section 120 is liable, on summary proceedings, to the penalties provided in one or the other of the following paragraphs, depending under which the accusation is made:

(a) to a fine of not less than two hundred dollars nor more than ten thousand dollars or to imprisonment for a term of two years or to both, or

(b) to a fine in the discretion of the court, but of not less than ten thousand dollars, and to imprisonment for a term of five years.

Infractions.

122. Quiconque ne se conforme pas à une ordonnance rendue par le commissaire en application de l'un des articles 62 à 71 est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus cinq mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement d'un an ou de ces deux peines à la fois.

122. Any person who fails to comply with an order made against him by the Commissioner pursuant to any of sections 62 to 71 is guilty of an offence and liable on summary proceedings to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term of one year or to both.

Infraction et peine.

123. Quiconque viole l'article 24 est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

123. Any person who violates section 24 is guilty of an offence and liable on summary proceedings to a fine not exceeding five thousand dollars.

Infractions.

124. Est coupable d'une infraction quiconque:

a) fait défaut de fournir à la Régie les renseignements qu'elle lui demande conformément à l'article 43;

b) contrevient à l'article 44, qu'il s'applique directement ou en vertu de l'article 116;

c) contrevient à l'article 50;

d) refuse au commissaire accès aux documents d'une entreprise contrairement à l'article 53;

e) ne se conforme pas à un ordre régulièrement donné en conformité du paragraphe a de l'article 55;

f) contrevient à l'article 60.

124. Every person is guilty of an offence who:

(a) fails to supply the Commission with the information required by it in accordance with section 43;

(b) violates section 44 as it applies directly or by virtue of section 116;

(c) violates section 50;

(d) refuses the Commissioner access to the documents of a business, contrary to section 53;

(e) fails to comply with a requirement lawfully made in accordance with paragraph a of section 55;

(f) violates section 60.

Peines.

125. 1. Une personne trouvée coupable d'une infraction prévue aux paragraphes *a* ou *c* de l'article 124 est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$100 pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle dure l'infraction.

Idem.

2. Une personne trouvée coupable d'une infraction prévue aux paragraphes *b*, *d*, *e* ou *f* de l'article 124 est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$500.

Poursuites contre les associations de salariés.

126. Les poursuites fondées sur les contraventions prévues à l'article 124 peuvent être dirigées contre les associations de salariés. Les actions ou abstentions des cadres, fonctionnaires ou mandataires sont réputées être celles de l'association de salariés.

Dirigeants, etc., parie à l'infraction.

127. Les dirigeants, administrateurs ou mandataires d'une corporation coupable d'une infraction tombant sous le coup des articles 122 à 124, qui ont ordonné l'acte constituant l'infraction ou y ont acquiescé, sont parties à cette infraction et passibles, sur poursuite sommaire, de la peine applicable, que la corporation ait ou non été poursuivie ou condamnée.

Réserve.

128. La personne déclarée coupable de l'infraction prévue aux articles 123 ou 124 n'est tenue de payer l'amende imposée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 70 à raison des mêmes faits ou de faits essentiellement les mêmes que si l'ordonnance a été rendue avant la formulation de la dénonciation ou de la plainte ayant donné lieu à la poursuite sommaire.

125. (1) A person convicted of an offence under paragraph *a* or *c* of section 124 is liable, on summary proceedings, to a fine not exceeding \$100 for each day or part of a day during which the offence continues.

Penalty.

(2) A person convicted of an offence under paragraph *b*, *d*, *e* or *f* of section 124 is liable on summary proceedings to a fine not exceeding \$500.

Idem.

126. A prosecution for an offence under section 124 may be brought against an association of employees. Anything done or omitted by an officer or agent of an association of employees shall be deemed to be a thing done or omitted by the association of employees.

Prosecution of association of employees.

127. Where a corporation commits an offence under sections 122 to 124, any officer, director or agent of the corporation who directed or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary proceedings to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted therefor.

Officers, etc., of corporation.

128. Where a person has been convicted of an offence under section 123 or 124, he is not liable to pay a penalty imposed by an order made pursuant to section 70 on the basis of the same or substantially the same facts unless the order imposing the penalty was made before the information or complaint giving rise to the summary proceedings was laid or made.

Reservation.

§ 7.—Procédure et preuve

Dispositions applicables.

129. Les articles 72, 73, sauf en ce qui a trait à l'appel, 76 à 82, 84 à 86 et 90 de la Loi du ministère du revenu s'appliquent à la présente loi et aux règlements comme si on y entendait par l'expression « loi fiscale », la présente loi, et par les expressions « ministre » ou « sous-ministre », le commissaire.

§ 7.—Procedure and evidence

129. Sections 72, 73, except in respect of appeals, 76 to 82, 84 to 86 and 90 of the Revenue Department Act apply to this act and the regulations as if the expression "taxation act" therein meant this act, and the expressions "Minister" and "Deputy Minister", the Commissioner.

Applicable provisions.

§ 8.—Mandat des organismes
gouvernementaux

§ 8.—Mandate to government agencies

Mandat
des orga-
nismes
gouverne-
mentaux.

130. Les mandataires du gouvernement et ses organismes sont chargés d'assujettir aux directives gouvernementales les entreprises et personnes du secteur relevant de leur compétence, suivant que le détermine par règlement le lieutenant-gouverneur en conseil. Celui-ci peut, à cette fin, étendre de la même façon leur mandat et leurs pouvoirs, nonobstant toute disposition législative, à toute matière touchée par les directives gouvernementales et retirer à la Régie les pouvoirs que la présente loi lui confère dans la mesure où le mandataire ou organisme les exerce.

130. Agents of the government and government agencies are entrusted with the application of the government directives to the firms and individuals included in the sectors within their jurisdiction, as determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, who may in the same manner, for that purpose, notwithstanding any contrary provision of any act, extend their mandate and powers to any matter concerned by the government directives and withdraw from the Commission the exercise of the powers under this act to the extent that the agent or agency exercises them.

Mandate
to govern-
ment
agencies.

§ 9.—Disposition financière

§ 9.—Financial provision

Sommes
requises.

131. Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu.

131. The sums required for the application of this act shall be taken for the 1975/1976 fiscal year out of the consolidated revenue fund.

Required
sums from
cons. rev.
fund.

§ 10.—Entrée en vigueur et expiration

§ 10.—Coming into force and expiration

Entrée en
vigueur.

132. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

132. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.

Expira-
tion.

133. La présente loi cesse d'avoir effet à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, au plus tard, le 31 décembre 1978, sauf proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, avant cette date, prévoyant la prolongation de son application pour le terme y indiqué.

133. This act expires on 31 December 1978 or on such earlier date as may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council unless, before 31 December 1978, a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council is made to the effect that this act shall continue in force for such period of time as may be set out therein.

Expira-
tion.

Dépôt
de la
motion.

134. Une motion d'examen de toute proclamation prolongeant l'application de la présente loi doit être déposée devant l'Assemblée nationale, si elle est en session, dans les trois jours de son adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil. Si la proclamation est adoptée alors que l'Assemblée nationale n'est pas en session, ou si elle est en session, entre le moment où elle s'ajourne et la date fixée pour la reprise de ses travaux lorsque cette date est postérieure au vingtième jour suivant la date de l'ajournement, la proclamation

134. A motion for consideration of a proclamation for the continuation in force of this act shall be laid before the National Assembly, if it is in session, not later than three days after the proclamation is made by the Lieutenant-Governor in Council. If the proclamation is made while the National Assembly is not in session, or, if it is in session, between the time it adjourns and the time fixed for the resumption of business when that is more than twenty days after the adjournment, the proclamation shall be laid before it

Tabling
of motion
in respect
of con-
tinuation.

doit être déposée devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Examen
de la
motion.

L'Assemblée nationale procède, selon son règlement, à l'examen de la motion, toutes les questions soulevées à ce sujet étant débattues sans interruption et tranchées dans les trois jours de session suivants.

Effet du
défaut
d'appro-
bation.

La proclamation cesse d'avoir effet si, à l'issue de l'examen prévu au premier alinéa, l'Assemblée nationale ne l'approuve pas.

Idem.

La décision de l'Assemblée nationale de ne pas approuver la proclamation n'attaque pas la validité des actions ou abstentions appuyées sur elle avant la fin de l'examen prévu au premier alinéa.

within fifteen days of the opening of the next session or, as the case may be, within fifteen days of the resumption of business.

The National Assembly shall, in accordance with its Standing Orders, take up and consider the motion, and all questions in connection with the motion taken up and considered shall be debated without interruption and decided not later than the end of the third sitting day next after the day the motion is first so taken up and considered.

Consider-
ation of
motion.

If, at the conclusion of the consideration of the proclamation under the first paragraph, the National Assembly does not resolve that the proclamation be approved, it shall thereupon cease to have effect.

Effect of
failure to
approve.

Failure of the National Assembly to resolve that the proclamation be approved does not affect the validity of any action taken or not taken in reliance on the proclamation prior to the conclusion of consideration thereof pursuant to the first paragraph.

Idem.